

critère d'appartenance politique, mais également de figer une répartition du pouvoir fondé sur une situation démographique largement dépassée qui favorise les chrétiens aux dépens des musulmans. Durant la guerre civile l'éclatement des quelques rares institutions nationales telles que l'armée, la désintégration des services publics et la désagrégation de l'économie achevèrent une fragmentation pré-existante basée sur un ordre constitutionnel jugé illégitime par la majorité des citoyens.

Dans l'après-guerre le regain du confessionnalisme et l'impuissance de l'État finissent par renforcer le pouvoir de certains leaders traditionnels. Résultat paradoxal, car durant la guerre on enregistrait justement l'érosion du pouvoir de ces mêmes leaders au profit des chefs des innombrables nouvelles milices. Les hommes politiques n'ont donc pas su mettre fin à l'anarchie de la guerre alors que certains d'entre eux réussissent à s'imposer en temps de paix et à l'ombre des boucliers syriens. De ce point de vue, le grand gagnant de la guerre civile est Camille Chamoun; son rôle central et son intransigeance durant toute la guerre lui assurent aujourd'hui un prestige personnel dans le Liban chrétien dépassant celui de Pierre Gemayel qui dispose pourtant d'effectifs plus nombreux, mieux organisés et mieux armés mais qui est réputé modéré. D'autre part, Rachid Karamé, premier ministre durant toute la guerre, a perdu le contrôle de sa base de Tripoli, tandis que Saeb Salam n'a réussi à reprendre son fief beyrouthin qu'en pactisant avec l'un de ses anciens lieutenants, Ibrahim Koleilat, devenu chef des *Morabitoun* ou nassériens indépendants.

Quel que soit aujourd'hui le pouvoir relatif des différents dirigeants traditionnels il est certain que le poids politique du président actuel, Elias Sarkis, et du premier ministre, Selim Hoss, est minime. Ces deux technocrates, bien intentionnés et compétents mais dépourvus de toute base politique, ne représentent que la volonté syrienne et subissent l'humiliation de voir leur protecteur traiter directement avec les chefs des factions traditionnelles. D'ailleurs, rien n'indique que le temps agisse en faveur des autorités constitutionnelles du pays car si les leaders traditionnels sont tous presque octogénaires chacun d'eux a un ou plusieurs fils prêts à lui succéder et des adhérents prêts à reconnaître le père dans le fils. L'État libanais est bel et bien mort. La question est de savoir ce qui va le remplacer...

La présence palestinienne

En ce qui concerne l'avenir du Liban c'est l'ombre palestinienne qui domine toute discussion. Point n'est besoin d'accepter l'interprétation chrétienne de la guerre civile, qui n'y voit qu'un conflit entre Libanais d'une part et Palestiniens d'autre part, pour reconnaître que la guerre s'amorça par une tentative de liquider la Résistance palesti-

nienne. De plus, il faut constater qu'au fur et à mesure que la guerre se déroulait, la prépondérance des Palestiniens dans l'alliance islamo-progressiste s'accroissait. Il suffit de se rappeler tout simplement ce que la présence palestinienne entraîne comme élément déstabilisateur dans le fragile équilibre confessionnel, catalyseur des aspirations populaires, sources de tension avec les régimes arabes et justification des brutales interventions israéliennes. Depuis la guerre de six jours en 1967 et en dépit du raptage des Accords du Caire en 1969 qui prétendaient régler le statut de la Résistance sur le sol libanais, la question palestinienne est un problème de politique interne libanaise.

Depuis la guerre civile, le statut de la Résistance palestinienne ne peut s'évaluer qu'en termes dichotomiques. Si, depuis le discours de Yasser Arafat à l'ONU en 1974, la présence internationale de la Résistance ne cesse de s'affirmer, au Liban le prestige de la Résistance est irréparablement compromis. Si le «Front du Refus» est rentré dans le rang en se ralliant aux politiques dictées par Arafat et l'aile majoritaire du Fath, la Résistance dans son ensemble possède une marge de manoeuvre très limitée.

En fait, ceux qui interprètent la guerre civile en termes de complot impérialiste ourdi contre les Palestiniens – théorie simpliste mais fort difficile à réfuter – et qui dès lors craignent l'anéantissement total de la Résistance, peuvent se féliciter du fait que, largement grâce à la soumission de ses leaders, la Résistance ait survécu à cette épreuve. Cependant, du point de vue de ses relations avec le Liban, la Résistance a subi des pertes politiques et morales considérables. Du côté chrétien, aux faux semblants de conciliation qui étaient de règle avant la guerre, a succédé une politique de menaces et d'ultimatums. Les dirigeants chrétiens soulignent qu'ils ne pourront pas attendre une éventuelle conférence de Genève pour régler le problème palestinien. En conséquence ils exigent l'éviction immédiate de la population palestinienne qui compte, selon différents calculs, entre 200 000 et 400 000 personnes. D'ailleurs, il est significatif que même un leader chrétien modéré comme Raymond Eddé cherche à discréditer Camille Chamoun à l'occasion de la publication des mémoires de guerre de ce dernier en l'accusant d'avoir pactisé avec les Palestiniens. Du côté musulman, les privations auxquelles la population dans les zones contrôlées par les Palestiniens fut soumise, l'incapacité palestinienne à assurer un minimum de services et la sécurité dans leur secteur, jointes à divers abus de pouvoir criants, contribuèrent à démobiliser les musulmans libanais et à les séparer de leurs alliés palestiniens. Bref, la guerre révéla que les enjeux n'étaient pas les mêmes pour les musulmans libanais et les Palestiniens. C'est cette prise de conscience qui provoqua l'isolement de la Résistance vis-à-vis de ses alliés.